

# Démographie : Trop d'erreurs commises sur les chiffres de l'immigration

Atlantico : A l'heure du fact checking et des rubriques pour décoder l'actualité ou des thématiques majeures comme la démographie ou l'immigration, vous revenez dans votre ouvrage sur des exemples de « décodages » de la presse nationale ou de certains de vos confrères ou de chercheurs, pour montrer les failles et les carences du décodage. Vous citez notamment les erreurs commises dans le débat public sur le sujet de l'immigration. Les personnalités politiques sont-elles plus sérieuses qu'il n'y paraît sur leurs chiffres et les médias moins rigoureux qu'ils ne l'espèrent ?

Michèle Tribalat : Les politiques n'ont pas de chiffres eux. Ils les glanent dans les chocs qu'ils reçoivent de leurs collaborateurs, dans ce qu'ils ont lu, sans toujours bien comprendre de quoi il s'agit ou les inventent imprudemment au détour d'une question qu'on leur pose. Pas toujours dans une mauvaise intention. Ils n'ont, comme la plupart d'entre nous, aucun sens des ordres de grandeur. C'est ce qui est arrivé à Gérard Collomb lors son audition en 2018 par la Commission des affaires étrangères à propos d'un projet de loi sur l'asile et l'immigration. Alors qu'il rectifiait une bourde de Clémentine Autain sur le nombre de demandes d'asiles en Seine-Saint-Denis, il a prétendu qu'il y avait 200 000 personnes d'origine étrangère en Ile-de-France (soit 1,7 %), « ce qui est déjà important » a-t-il ajouté ! Le nombre d'immigrés en Ile-de-France connu à la date où il parle était déjà de 2,3 millions (2015), sans compter, donc, la génération née en France au moins un parent immigré. Cela a choqué personne parmi les présents, ni dans la presse.

Les médias constituent la cheville ouvrière de la démocratie. Ils sont le relais entre les connaissances produites par les sciences sociales et les citoyens. C'est par eux que transite l'information. Ils n'ont pas toujours les moyens de s'assurer de la qualité des travaux scientifiques dont ils parlent et on ne peut leur en vouloir pour cela. Il en va autrement de leur entreprise de décodage et de fact-checking par laquelle ils cherchent trop souvent à invalider les perceptions communes qui leur déplaisent sans grand souci de la vérité.

Dans votre ouvrage vous évoquez notamment les habitudes prises concernant le fait de relativiser ou de minorer les chiffres de l'immigration et les effets démographiques de l'immigration étrangère. La technique du doigt mouillé, une fautive spécifique française, est-elle en la principale responsable ? Quelles sont les ressources clés pour éviter cela ?

J'appelle « technique du doigt mouillé » tout chiffrage qui s'affranchit des règles de base du métier : définir correctement ce dont on parle, dater, donner les sources précises, expliciter la méthode d'estimation. Un exemple de recours à cette « technique » : François Héran, professeur au Collège de France, annonce dans son livre publié en 2017 qu'un Français sur quatre serait soit immigré soit enfant d'immigré. Pas de date, pas de source, pas d'explication alors que rien dans les données connues produites par l'Insee ne correspond à ce chiffre. Pire, il ajoute que ce serait un tiers « si l'estimation pouvait remonter à une génération ». C'est à une estimation au doigt mouillé.

Il n'y a pas de recette magique pour éviter une telle déviance tant que ceux qui produisent et diffusent l'information marcheront à la satisfaction idéologique, à la validation des titres et des statuts et verront un signe de leur vertu dans la mise en défaut des perceptions communes. Il faudrait que la curiosité redevienne le moteur principal de la recherche.

La démographie est-elle devenue de plus en plus militante ? Qu'est-ce qui a provoqué cette tendance ? Vous évoquez dans votre livre une forme de moule idéologique dans le cadre recherche. La démographie risque-t-elle de totalement sombrer dans le militantisme à mesure que les jeunes générations remplacent les anciennes ?

Le premier problème vient de ce que la discipline démographique est de moins en moins pratiquée. Elle devrait être, à l'Institut national d'études démographiques. J'ai, à ce propos, publié en 2020 un article dans la revue Cités (N° 82) qui s'intitulait « La démographie, une discipline en voie d'auto-liquidation ». Ce sont les recherches pointues sur des sujets périphériques qui ont pris le relais : le genre, les sexualités, les discriminations... Population, la revue de l'Ined, est même mise à l'écart inclusive ! L'Ined n'a plus aujourd'hui de département de conjoncture démographique et il recrute peu de démographes de formation.

Il n'y a pas de recette magique pour éviter une telle déviance tant que ceux qui produisent et diffusent l'information marcheront à la satisfaction idéologique, à la validation des titres et des statuts et verront un signe de leur vertu dans la mise en défaut des perceptions communes. Il faudrait que la curiosité redevienne le moteur principal de la recherche.

La démographie est-elle devenue de plus en plus militante ? Qu'est-ce qui a provoqué cette tendance ? Vous évoquez dans votre livre une forme de moule idéologique dans le cadre recherche. La démographie risque-t-elle de totalement sombrer dans le militantisme à mesure que les jeunes générations remplacent les anciennes ?

Le premier problème vient de ce que la discipline démographique est de moins en moins pratiquée. Elle devrait être, à l'Institut national d'études démographiques. J'ai, à ce propos, publié en 2020 un article dans la revue Cités (N° 82) qui s'intitulait « La démographie, une discipline en voie d'auto-liquidation ». Ce sont les recherches pointues sur des sujets périphériques qui ont pris le relais : le genre, les sexualités, les discriminations... Population, la revue de l'Ined, est même mise à l'écart inclusive ! L'Ined n'a plus aujourd'hui de département de conjoncture démographique et il recrute peu de démographes de formation.

Cette reconversion a été facilitée par la suspicion qui est abattue sur la discipline démographique, lors des attaques portées par Hervé Le Bras dans les années 1990 qui ont failli conduire à la dissolution de l'Ined. L'Institut fut accusé de partialisme, d'être favorable aux idées d'extrême droite et contrarié par des forces réactionnaires. Si vous ajoutez à cela la politisation des sciences sociales liées à l'air du temps, vous comprenez mieux comment la discipline a sombré. C'est François Héran, devenu le directeur de l'Ined en 1999 pour dix ans, qui a conduit cette reconversion sur une ligne qui sera scrupuleusement suivie par les directrices qui viendront après lui. Cette déculturation technique, combinée à l'arrogance et à la condescendance que peut donner le sentiment de défendre la bonne cause, transparait dans les publications de l'Ined, notamment Population Sociétés. Le dernier épisode en date est celui de la remise en cause, par Jean-François Mignot

([https://hal.archives-ouvertes.fr/halshs-03316741/file/R%C3%A9sum%C3%A9s\\_avec\\_liens.pdf](https://hal.archives-ouvertes.fr/halshs-03316741/file/R%C3%A9sum%C3%A9s_avec_liens.pdf)),  
dâ€™une étude sur les prénoms des descendants d’immigrés entachée d’erreurs  
publiée dans Population Sociétés, n° 565. L’Ined ne veut pas reconnaître ses erreurs  
et espère s’en tirer en noyant le poisson. Ce qui ne devrait pas être trop difficile puisque  
c’est le rôle de l’Ined qui est censé boucler le dossier.

Les orientations de recherche et les signaux que l’Ined envoie lors des recrutements ne  
manquent pas d’avoir un impact sur les vocations des étudiants. Certes le climat idéologique  
à l’université contribue à formater les esprits des étudiants, mais les opportunités qui se  
profilent tout en haut du système encouragent ce formatage. C’est un tout.

Est-ce qu’il y a un espoir de réussir de sortir de l’idéologie et de revenir à une vision  
plus « fondamentale » de la démographie et de l’immigration ? Quels sont les relais sur  
lesquels il est possible de s’appuyer ?

Comme pour les autres sciences sociales, c’est l’hégémonie idéologique qui est le  
problème. Travailler en harmonie avec cette idéologie est un atout car le chercheur peut alors  
s’appuyer sur un écosystème (collègues, comités de lecture, presse complaisante) qui  
favorise une entrée dans la profession, lui garantit une carrière et des publications. Cet  
écosystème intimide évidemment ceux qui portent des opinions différentes et sont ainsi  
incités à les cacher mais aussi ceux qui voudraient tout simplement exercer leur curiosité  
indépendamment de leurs opinions ou de celles de leurs collègues. Pour la démographie, je  
pense qu’il faut, malheureusement, laisser l’Ined poursuivre sa chute et sa dissolution dans  
l’environnement du Campus Condorcet, en espérant que renaissent ailleurs un noyau de  
démographes qui auront à cœur de faire redémarrer cette discipline.

Face au wokisme, au terrorisme intellectuel et à cette influence du militantisme dans le domaine de  
la recherche, de l’enseignement supérieur ou dans la discipline démographique, est-il encore  
possible de mener une analyse éclairée ? Comment résister aux pressions idéologiques ?

C’est difficile sauf à travailler sur des thèmes qui n’alimentent pas les gros titres des  
médias ou à consentir à sa propre mise à l’écart dans l’institution où l’on  
travaille. Les pressions exercées par le milieu intimident au point que la dissimulation qu’ils  
pratiquent dans leur milieu professionnel pour avoir la paix empêche les dissidents de se compter.  
La falsification des préférences, pour reprendre l’expression de Timur Kuran, favorise le  
statu quo. L’initiative lancée par l’Observatoire du colonialisme et des idéologies  
identitaires est un premier pas visant à ébranler l’hégémonie idéologique du monde  
universitaire et de la recherche. Et c’est bien comme ça que cela a été compris par les  
défenseurs de cette hégémonie, comme on l’a constaté récemment avec la pétition  
lancée dans Le Monde pour dénoncer le colloque organisé par cet Observatoire à  
Sorbonne les 7 et 8 janvier.